**Réunion de la Commission des Affaires économiques, sociales et
environnementales de l'Assemblée parlementaire de la
francophonie
Mission à Budapest**

A. Informations générales

- **Objectif de la mission** : participation à la réunion de la Commission des affaires économiques, sociales et environnementales de l'Assemblée parlementaire de la francophonie (APF), à Budapest (Hongrie).
- **Lien avec les compétences de la Communauté française** : la francophonie et la diplomatie parlementaire.
- **Dates de la mission** : du 2 au 4 avril 2025
- **Composition de la délégation** :
 - Parlementaire : M. Pascal BAURAIN, député, membre de la CAESE.
 - Autre : 1 agent du Parlement
- **Bilan budgétaire** :

Transport :	• 713 euros
Hébergement et frais sur place	• 1 670 euros
Total :	• 2 383 euros

- **Moyens de transport** : Avion
- **Compensation carbone¹** : 0,94 tCO₂e
- **Rencontre(s) organisée(s) en dehors du programme officiel** : ~~oui~~/non
 - Autorité(s) politique(s) : ~~oui~~/non
 - Autorité(s) diplomatique(s)/consulaire(s)/Wallonie-Bruxelles : oui/non
 - Date(s) : le 2 avril 2025
 - Descriptif : *Entretien avec l'Ambassadeur du Royaume de Belgique, SE Monsieur **Jeroen Vergeylen**. Il a été question des relations bilatérales belgo-hongroise au niveau politique et économique mais aussi des relations avec l'Union européenne notamment l'impact de la guerre en Ukraine.*
 - Autorité(s) culturelle(s)/association(s)/autre : ~~oui~~/non (à biffer)

¹ <https://www.greentripper.org/fr> plateforme belge qui permet de calculer l'empreinte écologique de ses voyages

B. Rapport

B.1. Conférence sur les innovations parlementaires dans l'espace francophone

En amont de la réunion de la Commission des Affaires parlementaires, sur proposition de la section accueillante, a été organisé un colloque économique à l'intention des parlementaires avec le concours d'entreprises hongroises spécialisées sur trois grands domaines économiques :

1. La gestion innovatrice de l'eau, traitement de l'eau. Les bonnes pratiques entrepreneuriales de gestion de l'eau.

Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et l'UNICEF, environ 2,1 milliards de personnes dans le monde n'ont pas accès à une eau potable salubre, et au moins 1,7 milliard ne disposent pas de services d'assainissement de base. L'accès à une eau potable salubre et à des services d'assainissement adéquats est donc fondamental pour la santé publique et le développement durable. Ces défis sont particulièrement prononcés en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud, deux régions comptant plusieurs pays francophones.

En 2022, environ 35 % de la population d'Afrique subsaharienne n'avait pas accès à une source d'eau potable améliorée. En Afrique du Nord et au Moyen-Orient, cette proportion était de 8 %.

2. L'agriculture durable et sécurité alimentaire. Les bonnes pratiques entrepreneuriales en matière d'agriculture durable et de sécurité alimentaire.

L'agriculture durable est essentielle pour répondre aux besoins alimentaires croissants tout en préservant les ressources naturelles. Elle repose sur des pratiques comme l'utilisation efficiente de l'eau, la conservation des sols et la réduction des pesticides. L'IFDD, organe de l'OIF, soutient des initiatives telles que le programme Nexus Climat-Eau-Énergie, qui promeut des solutions agricoles adaptées au changement climatique et encourage l'éco-innovation.

En Afrique, où 75 % des personnes en extrême pauvreté vivent en milieu rural, 925 millions souffrent de sous-alimentation. D'ici 2050, la population mondiale atteindra 9,7 milliards, nécessitant une augmentation de 60 % de la production alimentaire. Pourtant, 25 à 30 % des récoltes sont perdues chaque année à cause d'infrastructures inadéquates, et l'agriculture intensive accélère la déforestation et l'érosion de la biodiversité, menaçant la sécurité alimentaire à long terme.

S'agissant de l'insécurité alimentaire, elle résulte de facteurs comme le climat, les conflits, la pauvreté et les inefficacités des systèmes agricoles. La FAO encourage le soutien aux petits exploitants et une gestion durable de l'eau, essentielle pour la sécurité alimentaire, alors que 3,2 milliards de personnes vivent en zones de pénurie d'eau.

En 2019, 690 millions de personnes souffraient de sous-alimentation chronique, dont 239,6 millions en Afrique. L'inflation des prix alimentaires aggrave la situation, touchant particulièrement les pays à faible revenu. En Afrique, 75 % des personnes en extrême pauvreté vivent en zones rurales, où les catastrophes climatiques, comme les inondations au Sénégal en 2024, menacent encore davantage la sécurité alimentaire.

3. L'enregistrement électronique des données personnelles et document de sécurité.

La gestion numérique des données personnelles s'impose désormais comme une nécessité pour les administrations et les entreprises, garantissant leur sécurité, leur intégrité et leur accessibilité. Toutefois, cette transition numérique comporte des risques majeurs, notamment la surveillance de masse, le profilage abusif et les cyberattaques, rendant essentielle la mise en place de réglementations strictes.

Des cadres législatifs comme le RGPD en Europe et la Convention 108+ du Conseil de l'Europe établissent des principes de protection des données à l'échelle internationale. En Afrique, des initiatives comme l'Acte additionnel de la CEDEAO et la Convention de Malabo visent à harmoniser les législations pour assurer une meilleure sécurité des informations personnelles.

Le numérique constitue un levier de développement, facilitant les démarches administratives et renforçant l'inclusion sociale. Toutefois, cette transition doit s'accompagner d'une gouvernance efficace des données afin d'éviter les abus liés à la cybersurveillance, à l'exploitation des informations personnelles et aux inégalités d'accès aux technologies.

Enjeux pour l'espace francophone

En conclusion de cette conférence, il a été confirmé que la coopération au sein de la Francophonie est cruciale pour partager les bonnes pratiques, mobiliser des ressources et élaborer des politiques communes. L'assainissement de l'eau, l'agriculture durable et la sécurité alimentaire sont interconnectés et influent sur la souveraineté des nations, l'égalité des genres et la promotion de la jeunesse.

Les outils pour remédier à ces problématiques

L'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF) œuvre pour une intégration inclusive et écoresponsable, avec un cadre stratégique visant à rendre ses actions plus efficaces et transparentes, en particulier en renforçant la représentation des femmes et en intégrant une analyse différenciée selon les sexes. **Parmi ses projets, le corpus législatif sur les changements climatiques offre 10 actions concrètes pour aider les parlements à adopter des lois climatiques efficaces**, et un autre corpus sur l'éradication des déchets plastiques sera présenté en 2025.

Dans le domaine numérique, l'OIF et l'APF renforcent la coopération pour établir des normes de protection des données et encourager la création de centres de données locaux, comme celui du Bénin. Ils soutiennent aussi les startups africaines en cybersécurité, la formation en protection des données, et la sensibilisation des citoyens aux bonnes pratiques pour sécuriser leurs informations en ligne.

Jour 2, ouverture des travaux de la Commission des affaires économiques, sociales et environnementales.

Il s'agissait de la première réunion pour la Présidente de la CAESE, Mme **Mame Diarra BEYE**, députée du Sénégal.

Les sections présentes au nombre de 15, ont dressé chacune de la situation économique, sociale et environnementale. Sont intervenus le Canada, le Maroc, la France, la Côte d'Ivoire, la RDC, le Québec, la Serbie et le Cambodge. M. Pascal Baurain est intervenu pour la section belge sur les trois thèmes de la Commission :

Budget de la Défense

En ce qui concerne les questions économiques, il a précisé que le gouvernement belge, sous la direction du Premier ministre Bart De Wever, envisage d'accélérer l'augmentation du budget de la Défense pour atteindre 2 % du PIB dès juin 2025, au lieu de l'échéance initiale de 2029. Cette décision répond aux attentes de l'OTAN, qui demande à ses États membres de renforcer leurs capacités militaires dans un contexte international plus tendu.

Il a précisé qu'actuellement, la Belgique consacre environ 1,3 % de son PIB à la Défense, ce qui est inférieur à l'objectif fixé. Pour financer cette hausse, le gouvernement envisage plusieurs mesures, dont :

- La vente de certaines participations de l'État dans des entreprises publiques, qui alimenteraient un fonds spécial pour la Défense.
- Une taxe sur les avoirs russes gelés en Belgique, afin de générer des revenus supplémentaires.
- Le lancement d'un bon d'État, proposé par le ministre de la Défense Theo Francken, sur le modèle d'une opération menée en 2023 qui avait permis de lever 22 milliards d'euros.

Il a souligné que le ministre fédéral du Budget, Vincent Van Peteghem, soutient cette augmentation mais insiste sur la nécessité de compenser ces nouvelles dépenses afin de ne pas creuser davantage la dette publique. Une contribution des entités fédérées est également envisagée pour assurer une répartition équitable de l'effort financier.

Sur ce point, il a rappelé que cette décision s'inscrit dans un contexte où l'Union Européenne discute de nouvelles règles budgétaires permettant d'exclure certaines dépenses militaires du calcul des déficits publics. L'actualité internationale bouscule cependant cette vision. Des changements sont à prévoir à brève échéance.

Pour ce qui concerne les PFAS, le Député **Pascal Baurain** a rappelé, au même titre que le membre Suisse (**Pierre-André PAGE**) que la question des polluants chimiques est un enjeu environnemental et sanitaire majeur en Belgique francophone, comme le met en évidence le troisième biomonitoring humain wallon, mené par l'Institut scientifique de service public (Issep). Cette étude, menée sur 302 Wallons âgés de 40 à 59 ans, a révélé que la quasi-totalité de la population est imprégnée par divers polluants chimiques, notamment les PFAS, le plomb, le mercure, le cadmium, les pesticides et les bisphénols.

Il a déploré que les PFAS (*per- et polyfluoroalkylées*), surnommés "polluants éternels", sont présents chez 94 % des Wallons avec des niveaux d'imprégnation situés dans la zone orange, ce qui signifie qu'ils peuvent présenter des risques potentiels pour les personnes vulnérables (femmes enceintes, personnes immunodéprimées...). 1 % des participants

dépassent même le seuil critique nécessitant un suivi médical. En Belgique, cette situation est particulièrement préoccupante dans certaines régions, notamment à Chièvres (Hainaut), où une pollution de l'eau potable aux PFAS a été détectée. Une étude locale a révélé que 28 % des habitants dépassaient les seuils d'alerte sanitaire, soulignant l'urgence d'agir contre ces substances persistantes.

D'autres polluants préoccupants ont été détectés :

- Le plomb, présent dans 100 % des échantillons, avec des risques pour la santé pour 14,9 % des adultes (sources potentielles : anciennes canalisations, poussières contaminées).
- Le mercure et le cadmium, retrouvés à des niveaux inquiétants, notamment en raison de la consommation de poissons prédateurs (thon, espadon) et de fruits de mer.

Membre de la nouvelle majorité au sein du Parlement wallon, M. **Pascal Baurain** a souligné qu'en réponse à cette crise, le gouvernement wallon a adopté de nouvelles normes environnementales sous l'impulsion du ministre de l'Environnement et de la Santé, Yves Coppieters. Ces mesures incluent :

- L'application immédiate d'une norme de 100 ng/litre pour 20 PFAS, en conformité avec la réglementation européenne.
- L'instauration d'une valeur cible de 4 ng/l pour 4 PFAS spécifiques à partir de 2028. Cette mesure implique que 5 % des zones de distribution d'eau devront être mises en conformité, avec un effort anticipé demandé aux distributeurs d'eau.
- L'installation de nouvelles unités de filtration à Ittre (Brabant wallon) d'ici fin 2025 pour réduire la concentration en PFAS dans l'eau potable.
- Une pression accrue sur le gouvernement fédéral pour abaisser les normes des PFAS dans les denrées alimentaires, actuellement très élevées (jusqu'à 66.000 ng/l pour le lait, 8.000 ng/kg pour le saumon et 1.700 ng/kg pour les œufs). La réglementation autour des denrées alimentaires étant une compétence fédérale, Yves Coppieters prévoit de rencontrer le ministre David Clarinval – qui a la tutelle sur l'Afsca (Agence fédérale pour la sécurité de la chaîne alimentaire) – pour évoquer le sujet.

Pour ce qui est de son plan climat, le Député **Pascal Baurain** a rappelé que la Commission européenne a interpellé la Belgique, le mercredi 12 mars 2025, sur son retard dans la soumission de son Plan national Energie-Climat (PNEC). Ce plan, initialement attendu pour le 30 juin 2024, détaille les mesures que chaque État membre prévoit de mettre en œuvre pour atteindre les objectifs climatiques et énergétiques fixés pour 2030. L'UE s'est engagée à réduire ses émissions de gaz à effet de serre de 55 % d'ici 2030 par rapport aux niveaux de 1990. Pour contribuer à cet objectif, la Belgique doit diminuer de 47 % ses émissions dans des secteurs tels que les transports, les bâtiments et l'agriculture.

En novembre 2024, la Commission avait déjà ouvert une procédure d'infraction à l'encontre de la Belgique et de 12 autres États membres n'ayant pas soumis leurs plans à temps. Actuellement, cinq pays, dont la Belgique, n'ont toujours pas remis leur plan finalisé. La Commission leur a accordé un délai supplémentaire de deux mois pour se conformer. À défaut, la Commission pourrait porter l'affaire devant la Cour de justice de l'UE.

Compte tenu de l'architecture institutionnelle, M. **Pascal Baurain** a informé les membres présents qu'en Belgique, élaborer un plan national relève aussi bien de l'échelon fédéral que des Régions. L'été dernier, chaque entité avait préparé sa contribution, à l'exception de la Flandre qui attendait son nouveau gouvernement.

Le nouveau gouvernement a décidé de réviser le plan existant et de prioriser les mesures à mettre en œuvre, sans la contribution de la **Région bruxelloise**, qui a l'heure où s'est déroulée la réunion, n'avait toujours pas de gouvernement.

Au niveau fédéral, le cabinet du ministre du Climat, Jean-Luc Crucke, a indiqué que la partie fédérale du plan nécessitera également une mise à jour.

Enfin d'intervention, M. **Baurain** a rappelé que depuis le 1^{er} janvier 2025, la Belgique est devenue le premier pays de l'UE à interdire la vente de cigarettes électroniques jetables, connues sous le nom de "puffs". Cette interdiction vise non seulement à protéger la santé des jeunes, mais aussi à réduire l'impact environnemental de ces dispositifs, qui génèrent une pollution plastique et électronique importante en raison de leur caractère jetable.

- A) Les membres de la CAESE ont assisté à l'audition de deux organisations francophones. La Première portait sur l'audition M. **Geoffroy Roux de Bézieux**, Président de l'**Association des patronats francophones (APF)**. Il a exercé, entre 2018 et 2023, la fonction de président du Mouvement des entreprises de France (MEDEF), le principal syndicat d'employeurs en France, où il a joué un rôle clé dans la représentation des intérêts des entreprises françaises.

Pour ce qui est de l'Alliance des Patronats Francophones (APF), M. **Roux de Bézieux** a rappelé qu'il s'agit du premier réseau d'entreprises de l'espace francophone, regroupant 40 organisations professionnelles représentatives du secteur privé dans les pays francophones. Elle vise à renforcer les liens entre les entreprises et les économies francophones de manière concrète et opérationnelle, en mettant l'accent sur la circulation des entrepreneurs, la formation des jeunes, la transition écologique et l'accompagnement des start-ups. L'APF œuvre également à lever les barrières réglementaires pour favoriser les échanges commerciaux et les flux économiques entre les pays francophones, contribuant ainsi à une francophonie économique dynamique et intégrée.

Récemment, l'APF (des patronats) a été à l'initiative de « FrancoTech » au Sommet à Paris et participera au second « FrancoTech » pour le Prochain Sommet de la Francophonie au Cambodge en 2026.

Il estime que la langue française doit être comme une plus-value pour l'économie mais jamais comme une condition sine qua non et donc un obstacle. La distance entre pays, est réduite grâce à la langue française qui est en partage dans les 5 continents.

Enfin, il rappelle que dans l'actualité économique mondiale notamment à la suite des droits de douane de l'administration Trump où le multilatéralisme même économique semble souffrir, le rôle de l'APF est de trouver d'autres voix d'échange.

- B) Pour la seconde audition les membres ont entendu Mme **Estelle Gillot-Valet**, Déléguée générale de la Conférence permanente des chambres consulaires et organisations intermédiaires africaines et francophones - CPCCAF.

La mission de Mme Gillot-Valet consiste à développer des programmes de coopération économique, soutenus par d'importants bailleurs, afin de renforcer les capacités et compétences des chambres consulaires en demande. De plus, elle a pour objectif de promouvoir le "couplage économique inter-entreprises francophones". Ces actions s'inscrivent dans une volonté de contribuer au développement du secteur privé et à l'instauration de partenariats économiques entre les opérateurs francophones, en favorisant le développement concerté de co-entreprises par le biais de la co-production et du co-investissement.

La **CPCCAF** quant à elle œuvre pour le développement du secteur privé africain à travers la coopération entre les chambres consulaires et l'encouragement des échanges économiques. Elle est un acteur clé de la francophonie économique, tant en Afrique qu'à l'international.

Grâce à son réseau dynamique de 82 chambres consulaires et organisations intermédiaires présentes dans 24 pays francophones, dont 20 en Afrique, la CPCCAF soutient la croissance locale, améliore l'attractivité des territoires et favorise les partenariats entre entreprises. Son réseau implique plus de 8 millions d'entreprises dans ses initiatives. La CPCCAF est également engagée dans la promotion de l'entrepreneuriat féminin, avec un réseau dédié aux femmes entrepreneures, offrant conseils et stimulation collective.

Le Vice-président de la CAESE, M. **Mohamed Lamini** (Conseiller/Maroc) rappelle l'importance de créer des synergies entre le monde politique et l'économie. A cet effet, il lance le débat sur la proposition de la commission de mettre en place une plateforme parlementaire pour la promotion de l'entrepreneuriat francophone. Des obstacles sur la mobilité des entrepreneurs pourraient être remontés au sein de cette plateforme, notamment pour la facilitation de l'obtention des visas.

Ce à quoi, Mme **Csabor** (Député/Hongrie) a rappelé que la conférence du 2 avril répondait à l'objectif de cette commission, par l'organisation d'une conférence économique. Elle invite les prochaines réunions à reproduire l'expérience. Elle invite le CPCCAF à associer la Chambre de commerce hongroise à l'organisation.

Plusieurs sections ont échangé avec les représentants des deux organisations et un large débat s'en est suivi.

Les rapporteurs de la Commission ont exposé chacune l'avancement de leur rapport avec pour objectif de présenter un projet de résolution lors de la prochaine réunion.

S'agissant du point 6.1, sur l'agriculture résiliente aux changements climatiques, Mme Carole Mallette (Députée/Québec) a présenté une version finale du rapport :

Un enjeu climatique au cœur de la francophonie

La Députée a ouvert son intervention en soulignant l'importance stratégique du thème de l'agriculture résiliente aux changements climatiques, choisi par la section du Québec. Elle a rappelé que les dérèglements climatiques affectent profondément le secteur agricole, compromettant la sécurité alimentaire mondiale et la stabilité économique des territoires. Face à ces défis, les responsables politiques ont un devoir d'action pour encourager une agriculture capable de s'adapter, de prospérer et de réduire son impact environnemental.

Le Québec comme territoire pilote

Mme **Mallette** a présenté le Québec comme un exemple inspirant, riche en pratiques agricoles durables, notamment avec 44 % des exploitations biologiques canadiennes. Elle a mis en avant les politiques publiques structurantes telles que le Plan d'agriculture durable 2020-2030, les programmes Prime-Vert et ASREC, ou encore les investissements fédéraux du PCA durable. Ces dispositifs favorisent l'adoption de techniques respectueuses de l'environnement, tout en soutenant concrètement les agriculteurs dans leur adaptation au climat.

Coopération internationale francophone et bonnes pratiques

L'intervention a insisté sur la nécessité de renforcer la coopération internationale, notamment entre pays francophones. Le Québec, à travers son Programme de coopération climatique, et le Canada, via le CRDI, soutiennent des projets agricoles innovants en Afrique et en Méditerranée. La Députée a également dressé un panorama des bonnes pratiques agricoles

résilientes : agriculture de conservation, agroforesterie, irrigation goutte à goutte, cultures intercalaires, sélection variétale, gestion intégrée des ravageurs, agriculture de précision, et l'initiative "4 pour 1000", promue lors de la COP21.

Vers des actions concrètes et partagées

En conclusion, Mme **Carole Mallette** a insisté sur la nécessité de transformer ces constats en actions concrètes. Le rapport vise à proposer des pistes législatives et des outils pour favoriser la résilience agricole. Elle a invité les participants à enrichir la réflexion par des échanges constructifs, notamment autour de trois questions clés : comment encourager l'adoption généralisée de ces pratiques, quels outils législatifs ou financiers développer, et comment mieux coopérer entre pays francophones pour partager les expériences et innovations agricoles.

Plusieurs sections sont intervenues. Pour sa part, M. **Pascal Baurain** pour la section Belgique/Communauté française/Wallonie-Bruxelles a rappelé d'emblée que l'agriculture est un secteur particulièrement exposé aux effets du changement climatique et à l'incertitude qui en découle.

Que face à ces défis, l'Union Européenne a mis en place plusieurs initiatives pour renforcer la résilience du secteur agricole :

- Le projet ClimateSmartAdvisors, financé par Horizon Europe, vise à former 10 000 conseillers agricoles pour accompagner les agriculteurs dans l'adoption de pratiques durables et adaptées au climat.
- La réforme de la Politique Agricole Commune (PAC) intègre des mesures environnementales plus strictes et encourage des pratiques agricoles plus résilientes.
- Soutien à la recherche et aux innovations agricoles : L'UE finance des projets visant à identifier des variétés de cultures plus résistantes aux aléas climatiques et à développer des techniques agricoles réduisant l'empreinte carbone.

Pour ce qui est de la Belgique, et plus particulièrement de la Wallonie, les agriculteurs doivent faire face à des défis croissants tels que l'augmentation des épisodes de sécheresse, des précipitations plus intenses et une altération de la fertilité des sols. Ces phénomènes impactent directement la productivité agricole et soulignent l'urgence d'adopter des stratégies d'adaptation durables.

En termes de stratégies d'adaptation en Wallonie, le député Baurain a informé les membres que le projet PRW 104, sur la gestion de l'eau en Wallonie picarde, vise à améliorer la gestion quantitative de l'eau en agriculture afin de répondre aux excès d'eau (inondations, coulées boueuses) ainsi qu'aux pénuries (sécheresses). Il se déroule en deux phases :

- Phase d'étude (2023-2024) : Diagnostic des besoins et des vulnérabilités en matière de gestion de l'eau dans 15 communes pilotes.
- Phase de mise en œuvre (2025-2027) : Mise en place d'aménagements concrets pour assurer une meilleure résilience hydrique des exploitations agricoles.

Pour ce qui est du Projet DAFoR, sur le renforcement de la résilience hydrique en agriculture, et financé par le Plan de Relance de la Wallonie (PRW), ce projet a pour but d'améliorer la gestion des ressources en eau dans les exploitations agricoles. Il propose des solutions techniques pour :

- Optimiser l'irrigation et la rétention d'eau.
- Réduire l'érosion des sols et préserver leur capacité à stocker l'eau.
- Intégrer des infrastructures naturelles (zones tampons, haies, mares) pour améliorer la résilience des paysages agricoles.

Enfin, le Député Baurain a souligné que les agriculteurs wallons adoptent plusieurs techniques pour adapter leurs cultures aux aléas climatiques :

- **L'esquive** : Adoption de variétés précoces ou de cultures d'hiver pour éviter les périodes de sécheresse les plus critiques.
- **L'évitement** : Sélection de plantes capables de développer des racines profondes et d'optimiser leur consommation d'eau.
- **L'efficacité en eau** : Amélioration de la structure des sols (apport de matière organique, travail du sol réduit) pour maximiser la rétention d'eau.
- **La tolérance** : Introduction de nouvelles espèces résistantes à la sécheresse (ou peu consommatrices en eau), comme le tournesol, le blé dur, la luzerne, et le sorgho.

Pour ce qui est du rapport 6.3 sur l'économie circulaire, la représentante béninoise, rapporteure à la CAESE a proposé de visionner une vidéo de la FAO, de M. Jean Léonard sur l'évolution de la faim et la malnutrition qui touche plus de 730 millions de personnes dans le monde. Il précise que la raison principale de cette situation de fait reste les conflits belliqueux entre pays.

En deuxième partie, de cette présentation, a été entendue, M. **Axel Darut**, Consultant chargé de l'élaboration de la pollution plastique. Il est chargé par l'APF de mettre en place un corpus législatif qui sera présenté aux sections membres afin qu'ils s'inspirent des bonnes pratiques.

Avant de présenter la méthodologie pour la création de ce corpus législatif, M. Axel Darut a rappelé que les Nations Unies souhaite proposeront un traité contraignant d'ici juin 2025.

Pour ce qui est de la finalisation du corpus législatif APF sur cette thématique, il espère qu'il sera finalisé et adopté en janvier 2026. Explique la législation européenne reste la plus avancée notamment sur l'utilisation unique des déchets plastiques.

Il invite les parlementaires à proposer des lois, relayer les pétitions des citoyens, entamer des commissions d'enquête et de contrôler l'action du Gouvernement sur la bonne application de la loi.

Plusieurs sections dont la Belgique sont intervenues. M **Baurain** a rappelé que notre pays a mis en place plusieurs initiatives pour lutter contre la pollution plastique, tant au niveau national qu'international. Depuis 2022, la Belgique a transposé la Directive européenne interdisant certains plastiques à usage unique, tels que les cotons-tiges et la vaisselle en plastique. Cette mesure vise à réduire la consommation de plastiques jetables et à promouvoir des alternatives réutilisables.

Il a précisé que les entreprises qui commercialisent des produits en plastique sont tenues responsables de la collecte et du recyclage de ces produits en fin de vie, encourageant ainsi une gestion plus durable des déchets plastiques.

Un plan fédéral a été élaboré pour prévenir la pollution marine par les déchets et éliminer ceux déjà présents en mer. Ce plan comprend des mesures de prévention et de dépollution.

Au niveau international, il a souligné qu'en juin 2021, la Belgique a adhéré à la Charte sur les plastiques dans les océans. Cet engagement souligne la volonté du pays de participer à des actions mondiales pour protéger les océans.

Pour dernier rapport, 6.2 porté par Mme **Gerba** et remplacé par Mme **Marie-Françoise Mégie** (Canada), sur l'entrepreneuriat des femmes pour leur autonomisation économique, la parlementaire canadienne a remercié les sections, dont la Belgique, pour avoir contribué au

rapport en répondant au questionnaire leur envoyé. Il a proposé aux sections qui ne l'ont pas fait d'y répondre d'ici juin afin d'intégrer les réponses d'ici juillet prochain.

Plusieurs sections sont intervenues dont la Belgique sur cette question, le Député Belge rappelant qu'il était issu d'un Parlement labélisé HEforShe. Bien qu'ayant répondu au questionnaire pour fructifier le rapport, M. **Baurain** a souligné qu'en Belgique, la proportion de femmes parmi les travailleurs indépendants a atteint 35,6 % en 2023, marquant une progression par rapport aux 33,7 % en 2007. Cette tendance met en évidence une dynamique de croissance plus rapide chez les femmes, contribuant ainsi à réduire l'écart de genre dans ce secteur.

Selon un communiqué du SPF Économie publié le 5 mars 2025, le nombre d'entrepreneuses en Belgique progresse plus rapidement que celui des hommes, avec 8.799 femmes indépendantes supplémentaires en 2023 par rapport à l'année précédente. En moyenne, les entrepreneuses sont plus jeunes que leurs homologues masculins : 12 % d'entre elles ont moins de 30 ans, contre 10,9 % chez les hommes, et 23,9 % sont âgées de 30 à 40 ans, contre 21,6 % pour les hommes.

En 2023, les femmes ont lancé 37,1 % des nouvelles entreprises indépendantes, soit 45.700 entrepreneuses, bien que ce chiffre ait légèrement diminué de 1,7 % par rapport à l'année précédente, probablement en raison des difficultés économiques.

Les secteurs privilégiés par les femmes entrepreneuses sont les professions libérales (43,6 %) et le commerce (26,6 %), bien que les hommes restent majoritaires dans ces domaines. Malgré ces avancées, les entreprises dirigées par des femmes ont tendance à être plus modestes et à employer moins de personnel.

Sur le plan européen, la Belgique se positionne favorablement, occupant la 7^e place, devant la France, le Luxembourg et l'Allemagne, et au-dessus de la moyenne européenne.

La ministre fédérale des Classes moyennes, de l'Agriculture et des PME, Eléonore Simonet, a exprimé sa détermination à soutenir les femmes entrepreneuses, affirmant qu'il est inacceptable qu'en 2025, des obstacles liés au genre existent encore. Elle s'engage à mettre en place des mesures pour faciliter la vie des entrepreneuses, afin qu'elles n'aient pas à choisir entre leur famille et leur avenir professionnel.

7. Rapport de suivi sur l'OMC présenté par Mme Malette (Députée/Québec)

Suivi parlementaire des négociations commerciales de l'OMC

Depuis 2005, la section du Québec assure un rôle de rapporteure auprès de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) pour la Commission des affaires économiques, sociales et environnementales (CAESE). Ce suivi s'inscrit dans un contexte où les parlementaires jouent un rôle clé, en reliant les enjeux de la gouvernance mondiale aux réalités locales. Leur engagement est essentiel pour faire des politiques commerciales un levier de développement durable et équitable pour leurs populations.

Défis actuels et priorités thématiques

Alors que l'OMC fête ses 30 ans, deux priorités émergent : les négociations en amont de la Conférence ministérielle de 2026 au Cameroun, et le contexte géopolitique mondial qui transforme le commerce. Parmi les sujets majeurs figure la lutte contre les subventions à la pêche illégale, avec un accord partiellement ratifié. La seconde phase vise à encadrer les subventions favorisant la surpêche, dans un effort pour préserver les écosystèmes marins. Autre sujet crucial : la réforme du mécanisme de règlement des différends de l'OMC,

toujours en crise depuis 2019, dont la restauration est indispensable à la stabilité du système multilatéral.

L'agriculture et les initiatives plurilatérales au cœur des discussions

L'agriculture sera une priorité à la MC14, en raison de son impact sur la sécurité alimentaire et le développement, notamment en Afrique. Cependant, les divergences entre membres freinent les progrès. Parallèlement, les initiatives plurilatérales comme celles sur le commerce électronique ou les investissements offrent des pistes innovantes, bien qu'elles nécessitent une adhésion plus large pour s'inscrire dans le cadre multilatéral. Ces évolutions s'inscrivent dans un climat mondial marqué par la fragmentation commerciale et les tensions entre grandes puissances.

Un appel au renforcement du multilatéralisme

Malgré un commerce mondial résilient, atteignant 33 000 milliards de dollars en 2024, les disparités persistent, affectant particulièrement les pays en développement. Le commerce demeure un levier crucial face aux défis globaux comme la transition énergétique, illustrée par la baisse spectaculaire du coût de l'énergie solaire grâce à l'ouverture commerciale. Les parlementaires sont donc appelés à jouer un rôle actif pour préserver un commerce multilatéral ouvert, équitable et durable, condition essentielle pour un avenir partagé et résilient.

Avant de clôturer les travaux de la Commission, la Présidente de la CAESE a rappelé que la prochaine commission se réunira dans le cadre de la 50^e session de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie, le 11 juillet prochain, à Paris (France).

**Signature du chef de mission,
M. Pascal BAURAIN**

Date : 24.04.2025